



Introduction

L'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) de Colombie s'améliore, mais reste limitée. En 2007, les ventes d'ordinateurs ont augmenté entre 62 % et 66 %. Alors qu'en 2006, on comptait 4,6 ordinateurs pour 100 habitants, à la fin de 2007, ce chiffre était passé à 8,4 par 100 habitants.

Dans les années qui viennent, le ministère des Communications prévoit d'augmenter considérablement les achats d'ordinateurs en éliminant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les ordinateurs coûtant moins de 1 740 000 pesos colombiens (967 dollars) et en encourageant les compagnies de télécommunication à offrir des forfaits comprenant la connexion internet avec l'ordinateur.

Pour offrir des équipements aux localités les plus défavorisées, le programme Des ordinateurs pour l'éducation vise à améliorer l'accès aux TIC dans les écoles publiques en favorisant leur utilisation et leur application dans le domaine de l'enseignement. Au 31 juillet 2008, ce programme avait distribué 114 524 ordinateurs dont ont bénéficié 3 055 452 élèves dans environ 10 086 écoles, soit 22,64 % du nombre total des écoles publiques du pays¹.

Entre juin 2006 et décembre 2007, l'accès internet a doublé. Selon la Commission de régulation des télécommunications (CRT), 13,2 % des Colombiens utilisaient l'internet en juin 2006. En décembre 2006, ce chiffre était de 22,8 % et en décembre 2007, il était passé à 26,9 %. Selon les derniers chiffres d'Internet World Stats², le taux d'accès de la Colombie, avec ses 45 013 674 habitants, est supérieur de 20 % à la moyenne mondiale et est même plus élevé que celui d'autres pays d'Amérique latine comme le Pérou (26,2 %), le Brésil (26,1 %), le Venezuela (21,7 %) et le Mexique (21,6 %). Il reste cependant inférieur à celui de pays comme le Chili (44,9 %), l'Argentine (39,3 %), l'Uruguay (31,6 %) et le Costa Rica (35,7 %).

Même si ces statistiques montrent qu'en 2006 et 2007, la Colombie a fait un bond en avant dans l'utilisation des TIC, l'utilisation de l'internet reste limitée aux grandes villes. D'autre part, il n'existe pas de statistiques sur l'utilisation de l'internet par âge, profession, sexe et régions rurales ou urbaines, ni de recherches sur l'utilisation que font les gens des TIC afin de savoir quels sont les groupes qui profitent de leur utilisation.

L'Economist Intelligence Unit (EIU), en association avec l'IBM Institute for Business Value, a récemment publié un classement de l'état de préparation aux TIC qui évalue la

capacité d'un pays à promouvoir et appuyer les services numériques des entreprises et de TIC. Le classement se fonde sur des critères comme le nombre de serveurs, de sites web et de téléphones mobiles, mais également la capacité de la population à utiliser la technologie. Au total, 70 pays ont été classés sur une échelle de un à dix. Les premiers pays étaient les États-Unis (8,95), Hong Kong (8,91) et la Suède (8,85). La Colombie est tombée à la 58^e place en 2008, par rapport à la 53^e en 2007, bien que son score général ait été plus élevé qu'en 2007 (4,71 et 4,69) (EIU, 2008). Ce changement de position s'explique par le fait que d'autres pays ont progressé bien plus rapidement et occupent donc une meilleure place.

Réduire la fracture

Accès rural

Les régions rurales continuent d'avoir un accès limité à l'internet en raison du manque de fournisseurs de services et d'infrastructures, qui exigent un fort investissement financier. Le programme Compartel – qui vise à renforcer la présence des TIC dans les zones éloignées des centres urbains – a permis aux localités de moins de 10 000 habitants d'accéder à l'internet par le biais des télécentres. Il existe actuellement environ 1 230 télécentres administrés par Compartel et 265 télécentres déjà en service ont été modernisés³.

À compter de 2007, Compartel a reformulé la conception, l'exécution et le soutien de ses projets et les a inclus dans ses plans pour améliorer l'appropriation sociale des TIC. Cette importante réalisation vaut la peine d'être soulignée car elle renforcera l'impact des télécentres en améliorant les conditions de vie des utilisateurs. Pour ce faire, la stratégie comprend la promotion de l'utilisation et de l'appropriation de l'infrastructure actuelle des TIC afin de permettre aux collectivités d'utiliser les télécentres pour répondre à leurs besoins administratifs, économiques et sociaux. Cette stratégie d'appropriation, de promotion et de formation dans l'utilisation des TIC est mise en œuvre conjointement avec d'autres initiatives gouvernementales et des institutions publiques et privées.

En 2008, Compartel devrait avoir installé 2 000 nouveaux points d'accès internet dans les établissements d'enseignement et les télécentres. Voici certaines des réalisations de Compartel l'an dernier :

- 218 télécentres et 46 cours virtuels gratuits dispensés par le Service national d'apprentissage (SENA) auxquels 9 370 personnes se sont inscrites.

1 www.computadoresparaeducar.gov.co

2 www.internetworldstats.com

3 www.compartel.gov.co

- 64 télécentres ayant pris part à un cours pilote virtuel destiné aux producteurs de café et qui a formé 1 106 personnes.
- En mars 2008, lors d'un événement public, Compartel a souligné les résultats du projet « Gestion du savoir et échange d'expériences entre les télécentres communautaires et les télécentres de Compartel en Colombie », coordonné par Colnodo, la Universidad Autónoma de Occidente et Compartel. Ce projet a été financé par Telecentre.org. Il est important de mentionner que Compartel n'aurait pas pu obtenir ces résultats sans ses alliances avec de nombreuses organisations œuvrant pour le développement de télécentres et la formation.

Pour atteindre certains de ses objectifs d'accès, Compartel et le ministère des Communications, par l'intermédiaire de son Service de l'accès et du développement social, ont mis en œuvre un projet qui a pour but d'élargir la portée des télécentres en encourageant l'échange des expériences et la formation, ainsi que le partage des connaissances pour renforcer le réseau national des télécentres. Pour ce faire, le ministère a signé un accord avec Colnodo, qui coordonne les activités avec des universités et des organismes privés et publics.

En Colombie, il existe au moins quatre types de télécentres qui, malgré leurs types d'exploitation différents, partagent la même mission qui consiste à offrir l'accès aux TIC dans les localités urbaines et rurales, permettant ainsi le processus de développement :

- Télécentres installés et financés par le gouvernement national (Compartel)
- Télécentres installés et financés par les gouvernements locaux
- Télécentres installés et financés par des entreprises commerciales
- Télécentres installés et financés par des organisations de la société civile et des universités.

Compartel a également pour objectif de fournir des services de connectivité aux organismes publics au moyen d'une connexion large bande. En 2007, la couverture des organismes publics a augmenté de 73 %. En 2008, Compartel avait prévu d'installer 5 197 points de connectivité avec une connexion large bande pour les organismes publics. Ces points devraient être installés dans 3 467 écoles et 1 730 organismes publics comme les hôpitaux, les mairies et les bureaux et les centres judiciaires.

Les services large bande ont progressé régulièrement dans les grandes villes et ce marché est saturé. Mais seuls quelques projets offrent des services large bande dans les petites villes et les régions rurales. Certains petites villes situées à grande distance du centre du pays n'ont pas de fournisseurs de services large bande. Par conséquent, le ministère des Communications va devoir promouvoir l'accès à ces services dans ces régions.

Gouvernement en ligne

Le programme Connectivité⁴, une politique gouvernementale qui vise à créer un secteur d'affaires plus concurrentiel, à moderniser le gouvernement et à donner à la société davantage de possibilités de développement, conçoit et développe le gouvernement en ligne. Cette stratégie doit créer un gouvernement efficace, transparent et inclusif qui permette aux citoyens et aux entreprises d'accéder aux services au moyen des TIC. Selon ce programme, le cadre de gouvernement en ligne doit suivre les étapes suivantes :

- Information mise à la disposition du public sur les pages web
- Interaction de base entre les organismes et les citoyens
- Interaction plus poussée entre les organismes et les citoyens
- Transformation des organismes pour qu'ils puissent offrir de meilleurs services plus rapidement
- Participation citoyenne aux décisions publiques.

Les deux premières étapes – information et interaction de base avec le public – ont été réalisées dans la plupart des organismes gouvernementaux. Les étapes trois, quatre et cinq ne sont pas encore terminées et devraient l'être d'ici 2010.

Le programme Connectivité a largement contribué à donner aux municipalités colombiennes un site web permettant à la population d'obtenir des informations d'ordre administratif.

S'il est un secteur où la Colombie se distingue, c'est celui du gouvernement en ligne. Selon un rapport sur le gouvernement en ligne compilé par Darrell West, professeur de politiques publiques et de sciences politiques à l'Université Brown, sur 198 pays, la Colombie est passée de la 58^e place en 2007 à la 22^e en 2008. Selon ce rapport, la Colombie est le troisième pays en Amérique latine, derrière le Brésil (10^e) et le Mexique (19^e) – et même devant le Chili (26^e) qui est largement reconnu pour son leadership dans le domaine du gouvernement en ligne (West, 2008).

Téléphones mobiles

La téléphonie mobile est un bon moyen de fournir l'accès internet. Selon des rapports du ministère des Communications, le nombre d'abonnés a grimpé de 2 256 801 en 2000 à 10 400 000 en 2004, 21 849 993 en 2005 et 33 941 118 en 2007. Le nombre des abonnés au mobile ne correspond pas au nombre des utilisateurs car une seule personne peut avoir plus d'un abonnement. Pourtant, ce qui se passe au niveau national et en particulier dans les régions rurales montre que grâce aux téléphones mobiles, le pays a réussi à réduire l'écart entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas accès au téléphone. Même si en 2007, le secteur n'a pas progressé au même rythme qu'au cours des années précédentes, il est resté dynamique et a enregistré ses plus gros profits compte tenu du large éventail de services offerts : SMS, audio, photos, images, etc. Les progrès

4 www.agenda.gov.co

technologiques ont également permis d'améliorer la qualité et de donner aux utilisateurs le moyen de sauvegarder davantage d'informations sur leur mobile. Il n'en reste pas moins que la connexion internet par téléphone mobile reste très chère et n'est pas à la portée de la grande majorité des utilisateurs.

Le contenu mobile lui-même, composé généralement de publicités sur des produits, représente une autre limite. Tant le contenu culturel ou éducatif que les actualités ne sont pas encore disponibles.

Politique et législation

Plan national de TIC

Le gouvernement colombien a formulé son Plan national de TIC 2008-2019 dont l'ambition est de permettre à l'ensemble de la population d'utiliser les TIC et d'améliorer ainsi l'intégration sociale et la compétitivité d'ici 2019.

Le plan comprend des programmes destinés à différents groupes et secteurs sociaux qui portent notamment sur la régulation, la compétitivité et les programmes pour améliorer l'appropriation et l'usage des TIC dans les principaux secteurs.

L'annonce faite par le gouvernement au sujet de la transformation du ministère des Communications en un ministère des Technologies de l'Information et de la Communication et la réaffectation des responsabilités entre les différents organismes gouvernementaux est sans doute un des aspects les plus importants du plan.

Projet de loi sur les TIC

Afin de réglementer la convergence technologique et institutionnelle, le ministère des Communications a déposé un projet de loi sur les TIC, qui a déjà été approuvé par la Chambre des représentants en juin 2008 et sera débattu au Sénat lors des prochaines sessions. Ce projet de loi définit les principes et les concepts de la société de l'information et l'organisation des TIC en Colombie.

Avec ce projet de loi, la transformation du ministère des Communications en ministère des Technologies de l'Information et de la Communication sera approuvée et un nouvel organisme sera créé : l'Agence nationale du spectre, qui s'occupera de tout ce qui touche le spectre radio et sa régulation.

eVision Colombie (2019)

Cette vision comprend une stratégie intitulée « Vers une société mieux informée ». La stratégie promet notamment que : « En 2019, [l'accès à] l'information sera un droit... qui favorisera le développement économique, le bien-être social, l'égalité sociale et la démocratie. Les TIC seront un des moyens d'accéder librement à l'information à un coût raisonnable et de partout dans le pays ».

Les principes fondamentaux sur lesquels repose cette vision sont la production de contenu, la diffusion de l'information, l'utilisation de l'information et les normes et meilleures pratiques dans un cadre institutionnel et réglementaire qui comprennent des mesures incitatives. Le cadre 2019 met également l'accent sur la construction des infrastructures de TIC.

Mesures à prendre

En 2007, le gouvernement national a publié un décret sur la convergence technologique afin d'attirer de nouveaux investisseurs, renforcer l'infrastructure des télécommunications et promouvoir le développement de nouveaux services. Selon le décret, les principaux opérateurs sont tenus d'offrir la connectivité à des tierces parties pour qu'elles puissent également fournir des services de télécommunication. En raison des possibilités de convergence, les opérateurs ont consenti d'importants investissements dans de nouveaux réseaux et plateformes. D'autre part, plusieurs compagnies ont fusionné et de petites compagnies locales ont été achetées par des multinationales. Cette nouvelle donne fait courir le risque de voir les services de télécommunication du pays tomber entre les mains de quelques compagnies étrangères. Il y a donc lieu de surveiller cette situation.

Le projet de loi sur les TIC vise à promouvoir la libre concurrence entre les fournisseurs dans l'espoir de réduire les coûts pour les consommateurs et de favoriser l'accès généralisé aux services de TIC comme dans le cas des téléphones mobiles. Mais il reste des régions qui ne sont pas encore desservies par les fournisseurs commerciaux, là où les revenus sont extrêmement bas. Dans ces régions, il est important d'adopter des stratégies d'accès aux TIC qui soient dirigées par les gouvernements nationaux ou locaux. C'est la raison pour laquelle les télécentres continuent d'être une alternative réaliste et importante et doivent être largement cautionnés par la société civile. ■

Références

Agenda de Conectividad de Colombia : www.agenda.gov.co

Centro de Investigación de Telecomunicaciones (CINTEL) : www.cintel.org.co

CRT (Comisión de Regulación de Telecomunicaciones), Informe Sectorial de Telecomunicaciones No. 10, mai, 2008. Voir à : www.crt.gov.co

CRT, Informe Trimestral de Conectividad No. 12, mai, 2008. Voir à : www.crt.gov.co

Compartel : www.compartel.gov.co

Compartel, Rendición de Cuentas, Ministerio de Comunicaciones, María Teresa Cuello, Gerente del Programa Compartel, 27 mars, 2008. Voir à : www.compartel.gov.co

Computadores para Educar : www.computadoresparaeducar.gov.co

Departamento Nacional de Planeación : www.dnp.gov.co

EIU (Economist Intelligence Unit), *E-readiness rankings 2008: Maintaining momentum*, Economist Intelligence Unit/IBM Institute for Business Value, 2008. Voir à : a330.g.akamai.net/7/330/25828/20080331202303/graphics.eiu.com/upload/ibm_ereadiness_2008.pdf

Internet World Stats : www.internetworldstats.com

Ministère des Communications, Decreto No. 2870 del 31 de julio de 2007 por medio del cual se adoptan medidas para facilitar la Convergencia de los Servicios y Redes en Materia de Telecomunicaciones, 2007. Voir à : www.mincomunicaciones.gov.co/mincom/src/user_docs/Archivos/normatividad/2007/Decreto/D2870de2007.pdf

Sistema de Información Unificado del Sector de las Telecomunicaciones : www.siu.st.gov.co

West, D., *Improving Technology Utilization in Electronic Government around the World, 2008*, Brookings Institution Press, Washington, 2008. Voir à : www.brookings.edu/reports/2008/0817_gouvernement_west.aspx